

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

## **Bibliographie**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 34 (1893), p. 47-51

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1893\\_\\_34\\_\\_47\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1893__34__47_0)

© Société de statistique de Paris, 1893, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

## II

### BIBLIOGRAPHIE

---

*L'Action sociale par l'initiative privée*, par M. Eugène Rostand, président de la Caisse d'épargne de Marseille (1 vol. in-8° de 860 p., librairie Guillaume).

M. Eugène Rostand vient de publier un nouveau volume, qu'il m'a chargé d'offrir de sa part à la Société de statistique. Ce livre me paraît à tous égards si remarquable que j'ai accepté volontiers du Bureau la mission d'en présenter un compte rendu sommaire, destiné aux lecteurs de notre Journal.

Ce n'est pas d'utopies, de prédications généreuses, d'idéal intangible, que ce livre est rempli, mais de belles et bonnes réalités, dont M. Rostand pourrait dire : *quarum pars magna fui*. Ce qu'il raconte, c'est en grande partie ce qu'il a vu, ce qu'il a fait lui-même, ce qu'il a suscité par son ardente initiative, par son éloquence enflammée qui engendre les convictions et les résolutions chez ses auditeurs. On reproche aux hommes du Midi de se dépenser en paroles et de s'en tenir là. M. Rostand, — sans parler des autres, — montre que c'est là une calomnie gratuite. S'il parle, et il parle très bien, il agit mieux encore. Sa parole n'est pas un harmonieux mais vain assemblage de sons, c'est un acte ; c'est la préface de l'action, de l'action réglée, méthodique. Il est réformateur, mais non pas novateur aventureux, ébranlant l'édifice et sapant ses fondements sous prétexte de le rajeunir. Il a au contraire à un haut degré le sens des nécessités de la pratique ; il est administrateur consommé, architecte prudent, et ne touche à la maison que pour réparer ses lézards ou pour faire pénétrer l'air et le soleil dans des pièces obscures et sentant le renfermé.

Sa prodigieuse activité est guidée par une méthode et par un principe. Sa méthode, c'est celle de l'observation ; il étudie à fond, en s'éclairant des faits et de l'expérience, toutes les questions dont il s'occupe ; il met à contribution les législations de tous les pays, leurs autorités sociales ; il connaît mieux que personne l'organisation des institutions de prévoyance à l'étranger, les hommes qui les dirigent, les causes de leurs échecs et de leurs succès. Quant à son principe, c'est celui du dé-

vouement aux intérêts populaires et de la foi dans la toute-puissance de l'action sociale de l'initiative privée. Telle est sa méthode et telle est l'inspiration de son dernier livre, dont je vais parcourir rapidement les principales divisions.

Le premier chapitre est consacré au *Crédit populaire* urbain et rural. Il en décrit les conditions essentielles, retrace l'histoire des Congrès, auxquels M. Rostand a pris une part très active comme orateur et comme organisateur, discute le projet de loi de 1892 sur le Crédit populaire; enfin il rend compte des essais tentés récemment par la Caisse d'épargne de Marseille pour faire, sur ses bonis annuels, ces *prêts de faveur* destinés à l'achat d'instruments de travail, et ces *prêts gratuits* et sur l'honneur qui fonctionnent depuis longtemps avec succès à l'étranger, et qui viennent en aide à la famille ouvrière pendant ses crises. A cause de l'autorité qu'il s'est acquise en ces matières, M. Rostand était tout récemment appelé à déposer devant le Conseil supérieur du travail pour développer ses idées sur la constitution du crédit agricole dans notre pays.

Le second chapitre a trait à l'*habitation du peuple*. Il débute par l'analyse d'une enquête que l'auteur a faite lui-même sur les logements malsains de Marseille, sur les *gourbis* infects du quartier de la Belle-de-Mai, sur les *cabanons* du quartier Saint-Lazare, de la rue Thibault, de la traverse de Gebbes. Ces enquêtes, partout où on les fait, amènent des révélations qui serrent le cœur et qui aboutissent en général à des résolutions salutaires; c'est ainsi que l'Angleterre et la Belgique ont prélué à leurs admirables campagnes contre les logements insalubres. Il est fort désirable que nous ne tardions pas nous mêmes à imiter cet exemple et à procéder, dans nos grandes agglomérations, à un tel examen de conscience.

Après avoir constaté le mal, M. Rostand en a cherché le remède. Ici encore, la Caisse d'épargne qu'il préside a donné un bel exemple. On sait que, dans plusieurs autres pays, en Italie, en Allemagne, en Autriche, les caisses d'épargne sont autorisées, sinon même invitées, par la loi à faire des prêts aux Sociétés de maisons ouvrières sur les fonds des déposants et réalisant ainsi ce circuit bienfaisant, qui part de l'épargne populaire, pour arriver à l'amélioration de l'habitation populaire. Nous n'en sommes pas là en France, et il a fallu, — le croirait-on? — toute une campagne vigoureusement et habilement menée, pour que la Caisse d'épargne de Marseille ait pu enfin obtenir la permission de consacrer à cet emploi une faible partie de sa fortune personnelle. Trois décrets des 13 août 1888, 4 février 1889, 30 juillet 1892, l'ont autorisée à employer 550,000 fr., tant à construire des immeubles salubres et économiques qu'à encourager la construction, soit par des avances à des sociétés se proposant ce but, soit par des prêts hypothécaires à des ouvriers désireux de faire bâtir eux-mêmes leur maison, sous la surveillance de la Caisse d'épargne.

Cette Caisse a en effet recours à ces divers modes. En premier lieu, elle a construit directement, dans le quartier industriel de la Capelette, des maisonnettes de famille avec faculté d'achat par annuités, et des maisons collectives à logements occupés à titre de simple location; elle a souscrit des actions dans la Société des habitations salubres à bon marché de Marseille; elle a fait aux ouvriers des prêts hypothécaires; enfin elle a favorisé par une souscription d'actions la constitution de

la première société coopérative de constructions établie en France sur le type de ces *building societies*, qui ont rendu de si grands services en Angleterre et aux États-Unis (1), et qui sont appelées à en rendre d'analogues dans notre pays, si, comme je le souhaite et l'espère, elles parviennent à s'y acclimater. Toutes ces applications sont décrites avec soin dans le livre de M. Rostand, qui en analyse le mécanisme et les premiers résultats.

Dans son troisième chapitre, l'auteur aborde le rôle et l'organisation des *caisses d'épargne*. A la lumière de l'expérience de tous les autres pays et des inconvénients produits par notre régime « d'adduction forcée » des dépôts dans les coffres du Trésor, il démontre avec une grande abondance de preuves la nécessité d'une réforme dont il s'est fait l'infatigable promoteur, et qui accorderait aux caisses la liberté au moins partielle d'employer leurs dépôts en placements solides et en fécondes initiatives. Il discute le projet de loi pendant devant les Chambres et, après avoir constaté les points de la réforme légale conquis dans ce projet, il insiste sur ceux qui restent à conquérir.

Il étudie ensuite, dans une série de chapitres distincts, la *vie morale du peuple*, les *accidents du travail manuel*, la *société coopérative de consommation* avec ses applications à Marseille, la *lutte* entreprise dans cette ville *contre l'alcoolisme*. C'est là, on le sait, un fléau sans cesse grandissant et qui menace à la fois l'épargne et le bien-être de la famille ouvrière, sa moralité, sa santé, la paix publique et l'avenir de la race.

Tout en demandant au législateur l'aggravation de l'impôt sur l'alcool, le relèvement du prix des licences et la limitation du nombre des débits, au besoin par le système du *local option*, c'est-à-dire suivant la décision de chaque commune, M. Rostand pense qu'on ne tire pas un parti suffisant de la légalité existante, notamment de la loi de 1880, qui, par son article 9, donne au maire le droit « de déterminer les distances auxquelles les cafés et débits ne pourront être établis autour des édifices consacrés à un culte quelconque, cimetières, hospices, écoles primaires, collèges.... » Rien qu'en usant de ce droit, les municipalités pourraient déjà faire beaucoup de bien. Il énumère ensuite les autres moyens à employer pour lutter contre le cabaret, l'amélioration du logement, qui retient l'ouvrier à la maison par le charme du *home*, au lieu de l'en chasser par les horreurs du taudis, les cercles populaires, les cafés de tempérance. Il ne s'est pas borné à des indications théoriques et à de simples desiderata. La Caisse d'épargne de Marseille se trouvant dans le cas de légitime défense vis-à-vis de l'alcoolisme, qui est son mortel ennemi et lui dispute ses clients, n'a pas hésité à entrer directement en lutte contre lui en mettant en œuvre les moyens dont dispose l'initiative privée. On a vu plus haut son concours pour contribuer sous toutes les formes à l'amélioration des logements; en outre, elle a développé l'épargne naissante, la plus féconde de toutes, l'épargne du sou, à l'aide de *timbres-épargne*, dont le succès s'affirme

---

(1) Ayant été mêlé à l'organisation de cette première société, nommée *la Pierre du foyer*, j'en ai raconté l'histoire et décrit l'organisation dans une brochure spéciale intitulée : *Le Foyer coopératif*. (Librairie Masson, 1892)

chaque jour ; elle a groupé de jeunes médecins, pleins de zèle et de talent, qui s'en vont faire dans les quartiers ouvriers des conférences très suivies, où ils insistent sur les conséquences pathologiques de l'abus des boissons fortes ; elle a provoqué la publication de livres et brochures, dont le plus remarquable est sans contredit celui de notre président, M. Coste, intitulé : *Alcoolisme ou Épargne*, un vrai petit chef-d'œuvre de propagande populaire ; enfin, elle s'efforce de promouvoir une *Ligue marseillaise contre les progrès de la consommation de l'alcool*. Il ne saurait certes s'en fonder de plus utile et l'on doit vivement souhaiter le succès de cette noble initiative de Marseille, avec l'espérance qu'elle allumera l'émulation de toutes les villes, qui souffrent du même mal et ont besoin du même remède.

Enfin M. Rostand aborde une de ces crises de la vie ouvrière, contre laquelle on est resté jusqu'ici impuissant et désarmé, le chômage.

Le chômage qui résulte, pour l'adulte vigoureux, du défaut de travail, et non de l'inconduite, est une dure épreuve pour le ménage ouvrier ; on ne saurait, comme les autres crises de la maladie, de l'accident, de la vieillesse, de la mort, traiter celle-ci par l'assurance. On s'est donc borné jusqu'ici ou à se croiser les bras, ou à pratiquer l'aumône, qui, lorsqu'elle n'est pas prudente, fait le paupérisme au lieu de l'éteindre, brise, avec leur dignité, le ressort moral des assistés et rend leur chute irrémédiable. Mais, depuis quelque temps, on a cherché de divers côtés à combiner l'assistance avec le relèvement, c'est-à-dire à faire acheter le secours par le travail, qui moralise et ennoblit, tandis que l'aumône faite à l'adulte en état de travailler l'abaisse et le dégrade à ses propres yeux (1). Pour cette catégorie, l'atelier de travail est, au point de vue social, bien autrement précieux que le refuge de nuit ou le bureau de bienfaisance. Il fait la sélection entre les misères vraies et celles qui exploitent la charité, ces dernières étant mises en fuite par l'offre du travail. Il ne doit servir que d'asile temporaire à l'ouvrier qui chôme, de manière à le rapatrier le plus tôt possible dans une occupation normale. Il peut rendre aussi à l'ouvrier convalescent qui sort de l'hôpital le moyen de se rétablir complètement avant de reprendre son dur métier, tout en gagnant un petit salaire avec un travail plus proportionné à ses forces ébranlées par la maladie.

C'est la Caisse d'épargne qui a été l'initiatrice à Marseille de l'œuvre de l'*Assistance par le travail*. Ici encore, comme pour toutes ses autres œuvres, elle a commencé par s'enquérir de ce qui s'était fait dans ce sens en France et au dehors, de manière à bien éclairer d'avance le terrain sur lequel elle allait s'engager. C'est à cette prudente méthode que ses initiatives multiples et hardies doivent leur succès. L'œuvre nouvelle est partagée en quatre sections : celle du *travail provisoire*, celle de la *charité efficace*, celle de la *propagande et des finances*, enfin celle de l'*Office central d'assistance*, imité des organisations de New-York, de Londres et de Paris. Cette belle institution canalise la charité et substitue une marche scientifique au désordre et à l'obscurité de sa distribution actuelle par des œuvres qui s'ignorent l'une l'autre et dont les efforts, admirables individuellement,

---

(1) Il se produit en ce moment même en Angleterre, en Belgique, en Hollande, des manifestations et ça et là des émeutes, de la part des « sans-travail », qui protestent contre le travail donné à titre de secours par l'initiative privée et réclament, au nom du « droit au travail », l'installation de chantiers par l'État ou la municipalité.

sont en partie stérilisés par leur isolement et leur dispersion. Une branche spéciale est formée par l'assistance du travail aux femmes et ce n'est pas celle qui est appelée à rendre les moindres services. Par une touchante contradiction à son programme, elle s'occupe de procurer du repos, c'est-à-dire le moyen de ne pas travailler, aux ouvrières en couches. Or l'on sait, par l'exemple de M. Jean Dollfus, combien cette mesure est salutaire à la mère et à l'enfant et dans quelles proportions elle réduit la mortalité de ces petits êtres.

Le livre se termine par une série d'annexes, qui permettent aux bons vouloirs gagnés par les principes de passer avec sûreté à l'application. Ce sont les statuts d'une banque populaire, d'une société d'habitation à bon marché, d'une société coopérative de construction, d'une société d'assistance par le travail. On ne s'imagine pas l'embarras qu'éprouvent les gens bien intentionnés, qui tournent autour d'une idée juste et ne savent par quel bout la prendre. La rédaction de statuts modèles est certainement l'un des secours les plus efficaces qu'on puisse apporter à la propagande pratique d'un principe, qui, faute d'un pareil guide, resterait en l'air et ne parviendrait pas à prendre corps.

Tel est dans ses grandes lignes ce beau livre, qui est presque une autobiographie de l'auteur et qui cependant touche aux plus pressantes questions du jour, tant l'activité réglée de M. Rostand et de la Caisse d'épargne de Marseille a su s'exercer dans des directions, multiples il est vrai, mais convergeant toutes au bien-être des ouvriers.

Je ne connais pas d'ouvrage dont la lecture soit plus saine et plus fortifiante. Au moment où il est de mode de médire de l'initiative privée et d'affirmer son impuissance pour se dispenser d'agir et pour s'en rapporter à l'État, M. Rostand vient proclamer, non seulement la nécessité de l'action personnelle, mais encore sa possibilité et son efficacité pratique. A ceux qui se lamentent sur l'inertie à laquelle les condamnerait leur isolement, l'auteur oppose l'exemple de ce qu'on peut faire en dehors de l'État par le groupement des bons vouloirs concourant à un même but, à la condition qu'ils soient réglés par une méthode sûre et inspirés par le dévouement désintéressé à la chose publique. *L'Action sociale par l'initiative privée* arrive à son heure. C'est plus qu'un beau livre; c'est un cordial pour les esprits hésitants et pour les cœurs abattus.

E. CHEYSSON.

---